

[Text]

As I understand it, one would be energy security. Will the privatization of Petro-Canada influence Canada's energy security?

Mr. Hopper: Frankly, I do not think it will one whit. Jean Chrétien was never a great supporter of Petro-Canada to begin with. I can understand why he said that. He is still in politics. Marc Lalonde is not. It is not hard to understand how they take those views.

At this stage, whether or not Petro-Canada is privatized has very little to do with energy security in Canada.

• 1635

Mr. Worthy: If, as a government, we wanted your company to make Canada more energy secure, what would be required? How would you do it? How would it be performed?

Mr. Hopper: You would need a great deal of money. If you wanted to intervene in the markets so much, you would not need Petro-Canada. You could get somebody to go out and build tarsands plants all over Alberta; you could escalate the development of Terra Nova; or you could collapse the environmental review down to a month and go out and drill wells. That would certainly be very expensive and consumers and taxpayers are going to pay for it sooner or later.

Mr. Worthy: The taxpayers would end up paying for it.

Mr. Hopper: Absolutely.

Mr. Worthy: In terms of policy role again, many people imply that we should be using Petro-Canada for price control. Does the company influence the price of gasoline now in any way?

Mr. Hopper: Petro-Canada influences the price in the same way as Imperial, Shell, and every other competitor out there. We all have some influence because we are in the marketplace.

Let me speak to that point for a moment. When Petro-Canada was set up, it was never thought that we were going to be involved in refining and marketing. In fact, Donald Macdonald, the Minister of Energy at the time, abhorred the very thought of going into refining and marketing. He later joined the Shell Canada board, where he got ribbed pretty heavily because the national oil company went into refining and marketing.

When this bill went through the Cabinet back in 1975 the idea was to go out and explore the frontiers. I had returned to Canada in 1973 and became Assistant Deputy Minister for Energy Policy. In 1973-1975 the major thrust behind this corporation was that we were having to make decisions on tax policy and a number of other policies relating to the oil and gas industry in order to encourage the development of Canadian resources, and it was hard to make those decisions when we did not really know what Canada had.

[Translation]

Il y a aussi la question de la sécurité énergétique. Est-ce que la privatisation de Petro-Canada aura des répercussions sur notre sécurité énergétique?

M. Hopper: Franchement, pas du tout, selon moi. Jean Chrétien n'a jamais été un grand partisan de Petro-Canada de toute façon. Je comprends pourtant le sens de sa déclaration. Il continue à faire de la politique. Ce n'est pas le cas de Marc Lalonde. On comprend facilement pourquoi l'un et l'autre expriment ces opinions.

À l'heure actuelle, la privatisation de Petro-Canada n'a pratiquement rien à voir avec la sécurité énergétique du pays.

M. Worthy: Si notre gouvernement voulait que votre société assure mieux l'avenir énergétique du Canada, que faudrait-il faire? Comment vous y prendriez-vous? Comment atteindriez-vous cet objectif?

M. Hopper: Il faudrait beaucoup d'argent. Si vous vouliez intervenir à ce point sur le marché, vous n'auriez pas besoin de Petro-Canada. Vous pourriez faire construire des usines de traitement des sables bitumineux un peu partout en Alberta; vous pourriez accélérer la mise en oeuvre du projet Terra Nova; ou bien vous pourriez télescoper l'examen environnemental pour qu'il ne dure qu'un mois et forer des puits. Cela coûterait certainement très cher et, tôt ou tard, ce serait les consommateurs et les contribuables qui paieraient.

M. Worthy: Les contribuables paieraient pour cela.

M. Hopper: Tout à fait.

M. Worthy: Pour revenir à votre rôle en matière de politique, bien des gens laissent entendre que nous devrions nous servir de Petro-Canada pour contrôler les prix. Est-ce que la société influe maintenant d'une façon quelconque sur le prix de l'essence?

M. Hopper: Petro-Canada influe sur les prix de la même façon qu'Imperial, Shell et toutes les autres sociétés. Nous avons tous une certaine influence parce que nous faisons partie du marché.

Permettez-moi de poursuivre là-dessus un instant. Quand Petro-Canada a été créée, on ne pensait jamais que nous allions nous occuper de raffinage et de commercialisation. En réalité, le ministre de l'Énergie de l'époque, Donald Macdonald, se hérissait à l'idée que nous puissions nous occuper de raffinage et de commercialisation. Plus tard, quand il s'est joint au conseil d'administration de Shell Canada, on l'a bien taquiné parce que la société pétrolière nationale avait commencé à s'occuper de raffinage et de commercialisation.

Quand la mesure créant Petro-Canada avait été approuvée par le Cabinet en 1975, on voulait que la société s'occupe de la prospection dans les régions éloignées. J'étais revenu au Canada en 1973 et j'avais été nommé sous-ministre adjoint pour la politique énergétique. Entre 1973 et 1975, nous voulions établir la société parce que nous devons prendre des décisions relatives à la politique fiscale et à divers autres domaines reliés à l'industrie pétrolière et gazière pour favoriser l'exploitation des ressources canadiennes et nous avons du mal à prendre ces décisions puisque nous ne savions pas exactement ce que possédait le Canada.